

LE
ROYAUME DE NAPLES
ET LA
PRESSION ÉTRANGÈRE.



Bruxelles,
IMPRIMERIE DE KORN. VERBRUGGEN,
Chaussée de Louvain, 99.

—
1857.

Handwritten signature or mark at the bottom right corner.

LE ROYAUME DE NAPLES

ET

LA PRESSION ÉTRANGÈRE.

LE .

ROYAUME DE NAPLES

ET LA

PRESSION ÉTRANGÈRE.

Bruxelles,
IMPRIMERIE DE KORN. VERBRUGGEN,
 Chaussée de Louvain, 89.

—
 1857.



Le Royaume de Naples

17

LA PRESSION ÉTRANGÈRE.

« Et sacra legationis et fas gentium lopotis. »

(TACITE).

Vous avez foulé aux pieds la justice des nations
en rompant leurs rapports mutuels.

Chapitre I.

Il ne fallait pas être un grand homme d'Etat ni un prophète pour deviner que la fameuse question d'Orient n'avait d'autre but que d'abattre le colosse russe, pour mieux atteindre ensuite les États, grands et petits, qui s'abritaient sous sa puissante protection. La manière chevaleresque dont la Russie avait agi en 1849 vis-à-vis des États minés par l'élément révolutionnaire, et de l'Autriche surtout ; la conduite loyale et désintéressée dont elle avait donné des preuves incontestables en mettant son influence, ses trésors et ses armées au service du jeune empereur François-Joseph, pour sauver son Empire de l'anarchie et l'Europe entière du socialisme, avait prouvé aux puissances occidentales qu'on pouvait non-seulement se passer de leur concours, mais que la fantasmagorie révolutionnaire, que le cabinet britannique fait toujours mouvoir à son profit, ne pouvait pas lutter avec succès contre la puissance mos-

rovite. L'action libre et indépendante d'un grand État qui n'obéit qu'à la loi de sa propre conservation ou à des sentiments plus élevés encore, et qui dépassent la portée d'une politique employant indistinctement les maximes absolutistes, ou socialistes d'après les circonstances, troublait le sommeil des gouvernements de France et d'Angleterre, qui veulent tout accaparer à leur profit ; leur ascendant doit s'exercer sur tout, et leur but est de s'ingérer en maîtres dans les affaires intérieures et extérieures des autres pays. Ces deux gouvernements cherchent à établir, en effet, une sorte de dualité politique chargée de régenter l'Europe entière.

Mais la France et l'Angleterre, étant constituées, politiquement parlant, sur des principes organiques essentiellement opposés, ne parviendront jamais à vivre de la même vie. Quels que soient les efforts de leurs gouvernements, ces peuples ne parviendront point à changer leur nature, ni le sang qui coule dans leurs veines, ni leurs sympathies, ni leurs antipathies.

Des intérêts apparents ont beau rapprocher ces deux nations, il y a quelque chose de fatal et nous dirons même de providentiel qui s'élève entre elles, les sépare, les met en opposition. *Littora littoribus contraria fluctibus undæ.*

La Russie, puissance essentiellement conservatrice et basant sa politique extérieure sur la foi des traités, regardait comme personnelle, toute atteinte portée au pacte social de l'Europe ; elle offusquait ainsi l'orgueil britannique et la susceptibilité française.

Les menées démagogiques fomentées par l'Angleterre et secondées par la France, à cause de cet esprit de changement qui lui est propre et qui fait que le bonheur même lui est à charge, parce qu'il est monotone, venaient échouer aux pieds du gouvernement russe.

Les regards des ennemis de l'ordre étaient constamment dirigés vers la Russie, car elle portait la paix et la guerre dans les plis de son manteau impérial. En attaquant la Russie, la France et l'Angleterre, et tous les radicaux à leur suite n'avaient qu'un but : abattre une puissance avec laquelle il fallait forcément compter. Par une politique rancunière et sans portée, une politique de boursiers qui poussent à la prime, tout en risquant la banqueroute, la France et l'Angleterre, au lieu de se rallier à ce drapeau de l'ordre social, à ce faisceau de forces qui, entre les mains de la Russie, n'avait pas été entamé par le cataclysme de 1848, lequel a tout emporté, trônes, républiques, constitutions ; au lieu de se cramponner à cette planche de salut, qui aurait pu les sauver dans un de ses moments de crise, ces deux nations ont fait cause commune avec les démagogues. Elles ont voulu saper la seule assise de l'édifice social qui avait résisté à la tourmente révolutionnaire. Les socialistes ne pouvaient s'empêcher de rire en voyant la France et l'Angleterre courir aveuglément à leur perte. En effet, voir compromettre entre elles les grandes puissances, les user, les broyer l'une par l'autre, était pour la démagogie une véritable bonne fortune.

A moins que d'être pris de vertige et d'obéir à cette fascination fatale qui attire au fond de l'abîme, comment supposer que les forces vitales des gouvernements, les armes les plus éprouvées, les seules qui ne se soient pas émoussées en combattant le socialisme, au lieu d'être tournées contre l'ennemi commun, seraient dirigées contre les amis de l'ordre et de la légalité, et que les armées qui ont sauvé l'Europe s'égorgeraient entre elles ? Maintenant que le champ est resté libre à la France et à l'Angleterre et que, pour le moment, les autres puissances gardent une attitude qu'on ne saurait s'expliquer, nous allons voir de

quelle manière les deux gouvernements civilisateurs useront en faveur de la liberté et de l'indépendance des peuples, du rôle qu'ils se sont arrogé de régler les affaires de tous les Etats, grands et petits.

En élaguant notre sujet de tous détails parasites qui l'embarrasseraient dans la rapidité de sa marche et dans ses développements, nous nous bornerons au simple énoncé des faits touchant l'affaire de Naples, qu'on a improprement qualifiée de *question napolitaine*.

La diplomatie s'est cru le droit de mettre S. M. le roi Ferdinand sur la sellette et de lui demander pourquoi il ne rappelle pas non-seulement tous les démagogues, mais pourquoi il ne les met pas à la tête des affaires comme les seuls capables de les bien mener, ainsi qu'ils l'ont prouvé en 1848; pourquoi aussi il ne va pas au devant de leurs vœux en leur épargnant même jusqu'à leur demande en grâce. Jalouse de la délicatesse, de la susceptibilité de gens qui ont prêché le culte du poignard, elle se montre on ne peut plus coulante et facile quand il s'agit de battre en brèche l'honneur et la dignité du roi et du prince d'autorité qu'il représente.

Les deux grandes puissances s'étant prises d'affection pour les brouillons et les anarchistes, les banquistes italiens veulent substituer une action étrangère à l'action légitime émanant du pouvoir souverain, libre et indépendant dans la manifestation de sa volonté. Or, ce pouvoir ne saurait accepter une semblable situation.

Le spectacle de deux pays qui veulent s'ériger en arbitres infallibles du bien et du mal, en dispensateurs de grâces en faveur des plus grands ennemis de l'Etat, des auteurs d'insultes, d'injures et de menaces envers les souverains légitimes, n'est pas ce que l'époque où nous vivons a offert de moins déplorable; le *philanthropisme* dont on se pare en-

vers quelques misérables parodistes de 93, qui ont joué à la république, à la constitution, à la fusion, n'a plus le mérite de faire des dupes.

Le libéralisme britannique, s'exerçant sans cesse sur le dos des Indiens, des Ioniens et des Chinois, n'a pas besoin de pièces à l'appui pour être mis dans tout son jour. La France a la Guyanne, Cayenne, Sénégal et d'autres établissements *humanitaires* qui, semblables à l'Enfer du Dante, offrent peu de chances de retour.

On sait d'ailleurs ce à quoi on doit s'attendre de la part des grâciés de la catégorie des Barbès, des Blanqui, des O'Brien : les chartistes et les maziéniens sont là, en effet, pour prouver de quelle manière ils apprécient les actes de clémence dont ils sont l'objet. Ces héros de carrefours se drapent dans leurs haillons et montent hardiment sur le piédestal qu'on leur élève par commisération, pour cracher ensuite au visage de ceux à qui ils doivent ou la vie ou la liberté.

Mais les gouvernements qui font reposer leur droit public sur des milliers de bayonnettes, dont la légalité s'appuie sur des centaines de vaisseaux, n'ont de compte à rendre à personne ; ils taillent en plein dans le roe et personne n'ose leur faire la moindre observation. Le procédé d'immixtion et d'intervention n'est admis que contre le faible, car le code du fort est un code tout spécial à l'usage exclusif de ceux qui peuvent s'imposer. Ce code-là se forge dans les arsenaux avec les canons et les obus et on ne l'applique que pour tout absorber à son profit.

La France et l'Angleterre ayant d'abord usé de toutes les calineries diplomatiques pour mettre poliment ensuite le couteau sur la gorge du roi Ferdinand, ne cachent plus leur jeu : elles veulent tout bonnement destituer le monarque et mettre à sa place un souverain de leur choix. En

un mot, la pression qu'elles veulent exercer sur le pays est tellement en dehors de tout ce qui peut avoir la moindre apparence de légalité dans les États civilisés, libres et indépendants, qu'il leur est impossible d'invoquer un principe quelconque de justice et d'équité pour vouloir justifier leur conduite.

On met le roi de Naples au banc des accusés, on le traite en brebis galeuse, parce qu'il a le tort de vouloir garder intact le dépôt de sa dignité, de son indépendance et de tous les droits qui sont attachés à sa couronne. Le roi est de mauvais exemple, il faut l'humilier, l'abaisser et faire de lui un paria. On a prétendu que c'était par mesure de simple prévoyance, pour obéir à un sentiment d'humanité, aux préceptes évangéliques qu'on se portait à de telles extrémités !

Maintenant, on le sait, nous sommes en plein âge d'or ; la politique est exclusivement sentimentale et elle n'agit que pour satisfaire le besoin impérieux qui le dévore de faire le bien, rien que le bien, sans arrière-pensée, et rien que pour exercer une noble faculté de l'âme, un penchant irrésistible.

Mais pour peu que l'on soulève un des coins du voile, qu'on jette un regard sur cet étalage de sensibilité et qu'on pousse jusqu'au fond des choses, on voit que si jamais on érigeait en principe la prétention de donner des conseils qui ne seraient que des ordres, que les petits États devraient forcément exécuter, c'en serait fait de l'indépendance des nations.

Si les États de l'Europe assistaient l'arme au bras à l'immolation du royaume des Deux-Siciles ; les plus hardis et les plus loyaux se bornant à lancer des manifestes et des circulaires d'improbation, les plus circonspects à user de ruses, et à mettre en ligne quelques thèses banales et

quelques observations à deux fins, au lieu de soldats et de canons, l'Europe n'aurait plus par le fait qu'un maître ou deux et les nationalités seraient anéanties.

Si les puissances soi-disant libres et indépendantes laissaient faire, dans le but de ne pas s'attirer des mesures de représailles; si elles gardaient le silence pour ne pas trop s'embarasser d'affaires qui, en apparence, ne les regardent pas, mais qui au fond sont leurs affaires propres, *mentito nomine de te fabula narratur*, elles sanctionneraient irrévocablement le système d'immixtion.

Or, qu'on ne s'y trompe pas, l'adhésion des puissances au nouveau droit public qu'on cherche à ériger en principe, serait censée donnée par le fait de leur abstention. Ce nouveau droit international une fois toléré, sinon accepté, serait appliqué sur la plus grande échelle, et l'on ne se ferait aucun scrupule d'envahir tous les petits Etats... C'est peut-être par la Belgique que l'on commencerait à mettre le nouvel ordre de choses en vigueur. Déjà on a vu que les prétextes ne manqueraient pas pour faire à ce pays l'application de cette théorie du droit de la force.

La presse belge est peu goûtée en haut lieu. On s'est suffisamment expliqué sur son compte au congrès de Paris. Personne n'ignore que, dans cette grande réunion d'hommes d'État, tous les pays étaient censés représentés, ne fut-ce que par leurs ennemis déclarés; aussi le roi de Naples, en sa qualité de prince italien, était-il représenté par M. de Cavour, qui personnifiait l'Italie, du moins d'après les prétentions qu'il a affichées. Les absents ont été peu ménagés, et l'on ne s'est pas gêné pour les frapper dans leur honneur et leurs intérêts les plus chers. Ajoutez que dans cette grande liquidation des intérêts européens, les neutres ou les faibles ont fourni les appoints.

Il est à prévoir que le Rhin ne peut pas se refuser à

fournir à la France sa frontière dite naturelle, et que la Lombardie devra se fusionner avec le Piémont. Les temps ne sont pourtant pas loin où les Milanais chassaient Charles-Albert de leur capitale à coups de fusils, et où les soldats sardes broutaient l'herbe dans les plaines de Brescia et de Vérone... Les paysans lombards préféreraient tout brûler plutôt que de leur fournir quoi que ce soit, même pour de l'argent, tant l'amour pour leurs frères les Piémontais était immodéré.

L'Angleterre a des droits à faire valoir sur la Sicile, et de vieux comptes à régler; elle a fait à la Sicile un bien énorme, lorsqu'elle déchira, en 1812, le vieux pacte fondamental qui avait été scellé par les vèpres et lorsqu'elle chassa la reine Caroline et mit le roi Ferdinand en chartre privée. Mais n'empiétons pas sur un sujet qui n'entre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Le passé n'est à personne, parce qu'il est à tout le monde, et tout le monde a le droit de demander des leçons à l'avenir.

La prospérité de notre pays, ses richesses, le calme dont il jouit et qui n'a pas besoin d'excitations factices pour se soutenir; l'industrie nationale, le culte du peuple pour son Roi, sont autant de choses qui mettent au désespoir nos amis intimes, nos curateurs, ceux qui prennent en mains et qui soignent nos intérêts, au point qu'ils préfèrent plutôt se brouiller avec l'Europe entière que de nous laisser libres de faire ce que bon nous semble. Ces bons philanthropes ne nous permettent, en aucune façon, de faire notre bonheur comme nous l'entendons, ni d'améliorer nos institutions sans ébranlement, sans secousses, et surtout sans nous emparer du bien du pauvre et des communautés religieuses; des legs pieux, des fonds destinés aux œuvres de charité; sans chasser nos pasteurs

de leurs sièges épiscopaux, sans proclamer les droits de tous pour qu'il n'y ait de droits pour personne; sans donner au monde le spectacle risible d'une comédie constitutionnelle qui réduit les acteurs à la besace au profit des étrangers et de la galerie.

Malgré les menées des partis qui, heureusement pour nous, sont tellement en minorité qu'ils n'osent pas se montrer de peur de se compter et d'être sifflés; malgré l'action et les intrigues de la diplomatie, le pays est resté impassible. L'effet qu'on avait voulu produire a manqué complètement.

Comment se fait-il que le roi Ferdinand, cet égorgeur si redouté, seconde édition de Christian II de Danemarck, d'Ivan IV de Russie, de Pierre le Cruel de Castille, de Louis XI de France, soit l'idole de son peuple? Comment se fait-il que Naples soit le pays le plus heureux de la terre et que le peuple sicilien n'aspire à autre chose qu'à être oublié?

Ce bon peuple prie Dieu qu'il mette cet heureux coin de la terre à l'abri des bienfaits désintéressés de ses protecteurs, réformateurs et défenseurs; il prie surtout pour que son pays soit épargné par cette rage de changements, qui ne laisse après elle que d'amères déceptions. On veut arracher de force des concessions au roi, qui ne tendraient à rien moins qu'à ouvrir les portes des prisons et à abaisser les barrières qui nous séparent heureusement, il faut en convenir, de cette horde d'industriels qui faisaient l'article révolution, qu'on nous passe ce mot, de compte à demi avec les étrangers. C'est pourquoi la diplomatie étrangère vent sans doute les protéger, les défendre, les réclamer comme ses propres agents. Tout en colportant, en 1848, la constitution française à Naples et la constitution anglaise en Sicile, ces exploiters de la politique par actions se mo-

quaient ouvertement de leur marchandise, tellement qu'il suffisait de leur accorder tout ce qu'ils demandaient pour les voir aussitôt élever de nouvelles et ridicules prétentions.

En 1849, la France démocratique et l'Angleterre aristocratique expédiaient des échantillons de liberté et de cottonnade, afin de placer les deux articles l'un par l'autre. La ligue de conduite des deux pays était absolument la même. Quoique poussés par deux mobiles différents, le but qu'ils se proposaient était le même : révolutionner et s'imposer par la révolution. La France avait besoin de prosélytes pour se consolider, et l'Angleterre pour étendre son influence et écouter ses ballots et ses colis. Ce fut alors que M. Levrant, envoyé de la république française, voulut lâcher les équipages de l'escadre qui mouillait dans le port de Naples, pour défendre les barricades, et que l'amiral anglais *Parker* vint embosser ses vaisseaux vis-à-vis le palais du roi ; aussi, à la suite de la prise de Messine, l'entente cordiale anglo-française et du gouvernement révolutionnaire aux abois, fit proroger encore de dix-huit mois l'expédition du général Filangieri, dans le but de donner à la révolte de la Sicile le temps de se consolider, et de repousser les armées victorieuses du roi. Grâce aux tiraillements de la politique intéressée de la France et de l'Angleterre, un mouvement insurrectionnel, qui se soutenait au moyen d'une ardeur d'emprunt et qui n'avait pas de racine dans le pays, un mouvement, alimenté et entretenu par les promesses perfides d'agents étrangers, éclata, et comme on n'avait pu l'étouffer, tout d'abord, prit les proportions d'un soulèvement général.

La tactique de l'Angleterre est toujours la même : semer la division et la discorde partout, pour profiter du désordre ; briser les forces des États, afin de s'immiscer de près ou de

force dans leurs affaires intérieures. C'est ce qu'elle appelle défendre les peuples contre les rois ou les rois contre les peuples, *ad libitum*, car elle ne tient pas plus aux uns qu'aux autres : elle tient à s'imposer, tel est son but, telle est sa préoccupation. Parmi les dissolvants de l'ordre social, l'Angleterre choisit de préférence les constitutions. Il paraît que rien ne résiste à l'action d'un semblable spécifique. L'application du principe constitutionnel à un pays essentiellement monarchique suffit, en effet, pour tout ébranler et tout confondre. Le spectacle du parlementarisme est peu fait, il faut en convenir, pour donner la foi.

Là où le pour et le contre sont constamment en présence, on ne saurait plus démêler le vrai du faux ; où tout le monde parle, il n'y a plus moyen de s'entendre ; là où, enfin, le nouveau dogme répugne aux convictions qu'on a sucées avec le lait, le chaos prend la place de l'ordre, les ténèbres de la lumière, le scepticisme de la foi. Or, tandis qu'on s'épuise dans des essais stériles et que tout le monde marche comme dans un abîme, l'Angleterre seule y voit clair, et elle profite du trouble des esprits pour s'emparer du bien d'autrui, par l'appât de promesses, de constitutions.

C'est en proclamant la liberté de commerce, de conscience et de la parole qu'elle donne des fers au commerce, à la conscience et à la parole.

Que l'Angleterre se livre à ce petit manège, rien de plus conforme à sa nature et de plus ordinaire ; mais que la France se mette à la remorque de la perfide Albion et s'inspire de ses principes ; qu'elle adopte ses moyens d'action, prête son bras, son influence, son prestige pour que son alliée parvienne à ses fins, voilà ce que nous ne parviendrons jamais à comprendre !

De quelcqe côté que nous envisagions la question na-

politaine, elle n'est, à nos yeux, qu'un stigmate de décadence imprimé sur le front de l'Europe asservie. Ce n'est qu'un attentat de la force sur toute espèce de droits, reconnus, garantis, par tout ce que les hommes ont pu imaginer de plus inviolable et de plus sacré.

On a beau employer toutes sortes de réticences de langage pour caractériser la situation, personne ne se laissera prendre à un aussi flagrant abus de la force. Le rayon de la vérité n'a pas besoin de tout son éclat pour percer cette enveloppe trompeuse. Que prétend-on faire en brisant le pivot sur lequel roule l'association humaine, le respect des forts pour le faible? Que prétend-on faire en renversant l'équilibre des pouvoirs? Quelle est la nouvelle ère qui nous est promise? *Magnus ab integra seculorum nascitur ordo*. Où allons-nous? quelle est l'étoile qui doit nous guider à travers les tempêtes que le malaise social soulève à chaque instant sur notre chemin? Est-ce l'éclair du canon?

Napoléon III, sans jeter à la face de l'Europe le mot de son oncle, qui, arrivé au faite des grandeurs, s'écriait dans l'exaltation du succès : « Les Bourbons ont cessé de régner, » n'en poursuit pas moins le but, sans formuler une semblable sentence; il n'aspire pas moins à la voir réalisée. Ne voulant pas soulever trop d'oppositions et réveiller des scrupules sur ce qu'il pourrait y avoir de monstrueux en rompant en visière avec le sens commun et les droits de tous, il a imaginé un procédé unique pour parvenir à son but, celui de dégrader et d'avilir les Bourbons de manière à pouvoir ensuite les déclarer, par leur propre faute, indignes de régner. Il agit d'abord au moyen de l'action diplomatique, et ensuite de la menace; l'empereur Napoléon s'est peut-être flatté d'arracher de la bouche même de S. M. sicilienne un aveu de faiblesse, d'impuissance ou de

soumission. Mais le roi Ferdinand ne faiblira pas, et si jamais S. M. avait accepté les conditions qui lui étaient imposées, Elle eût subi quelque chose de plus humiliant que l'abdication pure et simple ; car le roi eût alors reconnu un pouvoir qui faisait un jouet de son sceptre, un pilori de son trône. Si le coup avait réussi, c'était fait tout à la fois de l'honneur, de la dignité, du prestige, de l'éclat de l'autorité royale, car le roi Ferdinand, en s'amoindrisant, était plus que déchu, il était déshonoré.

En dégageant le fond de la question de tout ce que des mots ronflants et vides de sens ont de nébuleux, d'intelligible, comme ceux-ci, par exemple : exaspération des partis, tranquillité de l'Europe, action commune, bonheur de tous, on ne peut certes pas s'empêcher de reconnaître dans un plan aussi habilement conçu un chef-d'œuvre de machiavélisme. Il est assez habile, en effet, de faire croire aux gens qu'on dépouille qu'on ne veut que leur rendre service. C'est l'assassinat politique prêché par Mazzini avec accompagnement de calomnie. La pointe d'un poignard peut manquer le cœur vers lequel elle est dirigée, tandis que la calomnie, le mensonge, la dégradation infligée au chef de l'État ne manquent jamais leur but.

Les sicaires frappent la victime à leurs risques et périls, tandis que les mandataires officiels ne risquent jamais rien, car ils sont sous l'égide du droit des gens, qu'on fait servir à un double usage, selon les circonstances. On l'invoque quand il s'agit de couvrir des émissaires plus ou moins patentés, fussent-ils des sujets de l'État même qu'on veut absorber ; on le foule aux pieds quand il élève une barrière quelconque entre les empiètements, l'indépendance et l'inviolabilité de chaque État. Au lieu de dire : « les Bourbons ont cessé de régner par le fait de ma volonté, » on dit : « les Bourbons sont indignes de régner et le fief royal fait retour

à ma couronne du droit de ma force et du progrès identifié dans ma personne. »

L'Angleterre applaudit des deux mains à ce programme, car c'est elle qui l'a rédigé en partie, et qui a tout au moins arrêté les bases du nouveau droit public. Elle est heureuse que l'odieux de la besogne soit en grande partie supporté par la France, et que cette puissance en assume la responsabilité.

En attendant, l'Europe stupéfiée s'habitue à croire que tout cela ne la regarde pas, qu'il ne s'agit que d'un infiniment petit royaume, que Naples et la Grèce sont les deux bouches émissaires qui payeront pour les autres et que les deux puissances occidentales lui délivreront un *satisfecit* pour prix de sa soumission. Or, il est assez probable que l'on gardera Naples pour l'empereur Napoléon ou pour une branche cadette de sa maison, tout en octroyant à l'Angleterre le protectorat de la Sicile. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié, dit un vulgaire adage, et quand ils sont fait aux dépens d'autrui, ils ont le rare avantage de n'être pas ruineux.

L'Angleterre est modeste dans ses goûts ; elle n'aime pas l'éclat, et ne recule que devant les embarras qui ne sont pas de son fait. Elle ne voudra certainement pas de la Sicile comme annexe de sa couronne. Elle sait qu'elle ne viendrait jamais à bout de se faire agréer par les honnêtes gens du dedans ni par les gros bonnets du dehors. Avoir la haute main sur le gouvernement sicilien lui suffit, et elle ne parlera jamais que d'exercer une influence sans contrôle sur le royaume et ceux qui le gouvernent.

La libérale Angleterre et la France, tantôt libérale, tantôt despotique, se sont peu préoccupées, dans le temps, du partage de la Pologne, parce qu'elles ne pouvaient avoir leur part du gâteau. Ce partage a été longtemps le thème

obligé de toutes les déclamations des clubs, des parlements, des meetings, des cafés, des tavernes. Il paraît maintenant que le sujet est usé, que les mœurs sont changées et la morale aussi; que ce qui était infâme hier est très-honorable aujourd'hui. Nous avons d'ailleurs inventé le progrès, nous avons élevé cette nouvelle idole sur les ruines du constitutionalisme et autres inventions démagogiques. C'est au nom du progrès maintenant que l'on veut s'emparer d'un pays, en jetant le doute et l'incertitude dans les esprits et en frappant le timonier de l'État.

Veut-on faire du royaume de Naples une sorte de préfecture française? Les soi-disant libéraux et les italianistes auraient, le cas échéant, de quoi se réjouir. Naples n'appartenant plus aux Bourbons, serait traité comme la Kabylie, et l'on asphyxierait le Napolitain comme l'a fait en son temps le colonel Pélissier (aujourd'hui maréchal), à l'égard de Bédouins qui défendaient contre l'invasion étrangère leur indépendance. Voilà qui doit donner à réfléchir.

Chapitre II.

L'empereur Nicolas I^{er} de Russie, le vrai restaurateur de l'ordre social, s'était porté garant, en 1848, des droits de tous et de chacun; il n'aimait pas qu'on fit des entailles aux contrats internationaux. Cette conduite parut exorbitante aux yeux de lord Palmerston, qui voulut y mettre bon ordre. L'empereur Nicolas avait des réclamations à adresser au fameux mamamouchi du sultan, qui est tout aussi pape chez lui que le czar et la reine Victoria le sont chez eux. L'empereur se plaignait de ce que Sa Hauteesse ne tenait pas ses promesses, et de ce qu'elle se donnait, en sa qualité de kalife, toutes sortes d'absolutions pour rompre

ses serments. Une conscience aussi peu scrupuleuse déplaisait au chef du gouvernement moscovite. De là l'ambassade du prince Mentchikoff pour tâcher de mettre d'accord la foi jurée par Abdul-Medjid et les privilèges spirituels et temporels du chef des croyants; de là, en un mot, la guerre d'Orient, qui n'a abouti pour la France et l'Angleterre qu'à une simple satisfaction d'amour-propre; encore l'Angleterre a-t-elle été assez malheureuse pour mettre à nu le défaut capital de sa pitoyable organisation militaire.

La France n'avait pas besoin de tirer l'épée et de prodiguer son généreux sang et ses trésors pour prouver ce qu'elle peut, quand il s'agit de combattre. Sa réputation est faite à cet égard. Quant à l'Angleterre, elle eut beaucoup mieux fait de dormir sur ses lauriers de Waterloo que de s'exposer à les voir flétrir au soleil d'Orient et sous le feu du Redan et de la tour Malakoff. Aussi est-elle loin d'être satisfaite du résultat de la guerre; elle n'en a eu ni pour son argent ni pour son honneur; sa fameuse campagne de la Baltique achève de la rendre ridicule aux yeux de l'Europe. Maintenant elle cherche à rentrer au moins dans ses fonds.

Les États-Unis lui avaient offert dernièrement une occasion unique de se réhabiliter dans l'opinion, de répandre son sang et de relever sa couronne navale. L'Amérique, en rompant ses relations diplomatiques avec l'envoyé d'Angleterre, a agi assez cavalièrement pour blesser l'excèsif orgueil britannique, orgueil devenu proverbial par l'abus qu'on en fait; mais la dureté des procédés du cabinet de Washington n'a pu froisser, au moins en apparence, cette susceptibilité si châtouilleuse quand la réaction n'est pas à craindre.

La fière Angleterre ne se fâche qu'à ses heures et à bon escient, car il faut toujours que sa colère lui rapporte quelque chose.

Elle ne s'emporte pas comme la France pour le seul plaisir de faire le coup de fusil, sauf à embrasser un instant après son adversaire sur les deux joues, et lui donner sa bourse par-dessus le marché; non, l'Angleterre calcule tout et elle se préoccupe sans cesse de savoir si tel ou tel événement ne fera baisser le 3 p. c., le change, et diminuer le chiffre de l'exportation. C'est le cas où jamais de parler de linge sale en famille, de communauté d'origine, de guerre fratricide. Qu'est-ce en effet qu'un soufflet entre frères? Ce n'est qu'une caresse un peu accentuée.

L'Amérique ne pouvant donner prise à quelque chose, il fallut renoncer au projet qu'on avait en vue, mais il était nécessaire de se donner une compensation, et c'est le roi de Naples qui s'est offert aux regards du lion britannique, comme l'Agneau sans tache de l'Apocalypse, l'Agneau d'expiation qui devait payer pour tout le monde.

Il n'est pas jusqu'au Piémont qui ne prétende aussi enlever au roi Ferdinand quelque flocon de sa laine, quelque lambeau de sa chair, pour s'indemniser de sa coopération à la guerre d'Orient; car c'est aux dépens des tiers, d'après la doctrine politique nouvellement inaugurée, qu'on se rattrappe sans qu'il en coûte rien aux principaux intéressés. Le Piémont, véritable mouche du coche, a envoyé à la boucherie ses malheureux enfants pour une cause qui ne le regardait pas; il a jeté le gant à la Russie dans le but de réclamer de ses chers alliés, *pretium sanguinis*, le prix de son extravagante conduite. Il a prétendu avoir assez fait pour avoir le droit de révolutionner l'Italie, dans le but de nuire à l'Autriche d'abord et au royaume des Deux-Siciles ensuite. Il paraît que la leçon de Novare lui a peu profité et qu'il a oublié la longanimité du maréchal Radetzky lorsqu'il refusa de marcher sur Turin.

Le roi de Naples n'a pris pour guide de sa conduite que

la justice, le droit, le témoignage de sa conscience; il a rempli son devoir en loyal souverain, en respectant une neutralité qui n'a été pour lui que la source de bien des déboires et la cause peut-être de la *question* à laquelle il doit maintenant tenir tête. Sa conduite est pour lui un titre à l'estime, à l'admiration, aux hommages des hommes impartiaux, mais un grief, presque un crime aux yeux de l'Angleterre. On a ouvert contre le roi Ferdinand une odieuse campagne de chicanes, de mauvais procédés, de polémique, soit par notes, soit par articles de journaux, et l'on a métamorphosé les chancelleries, les bureaux de légations, les ministères, en cabinets de procureurs et de commandants d'armes. On a dressé des procès-verbaux en guise de *memorandums*; des actes d'accusation en guise de notes; on a grossoyé des exploits en guise d'*ultimatums*. On a accumulé enfin sur la tête du gouvernement napolitain une série interminable de cavillations et de vexations de tous genres. On a débuté par imposer la libre sortie des grains lorsque la disette était dans le pays. L'histoire du pavillon de Messine est venue ensuite. On exigeait qu'on fêtât la Saint-Napoléon à l'égal de la Saint-Ferdinand!

La jubilation de M. Fagan n'a pas tardé à prendre place dans les fastes de la diplomatie britannique.

Le scandale inqualifiable qu'a donné une partie du corps diplomatique en assistant aux débats de la cour criminelle, dans un procès de haute trahison, et encourageant par sa présence et par ses rapports l'esprit de résistance des prévenus, ne peut trouver son pendant que dans la publication des lettres de sir H. Seymour.

Enfin, la France et l'Angleterre, à bout de ressources et de chicanes, et convaincues sans doute qu'on ne pouvait pas mettre le roi dans son tort; que malgré toutes les que-

relles d'Allemand qu'on lui avait suscitées on n'avait pas trouvé moyen de le mettre en défaut sur aucun point, elles ont jeté le masque pour intervenir, à visage découvert, dans les affaires intérieures du pays, n'ayant pu faire fléchir le roi par la menace et la contrainte. Toutefois, soit par un reste de pudeur, soit pour ne pas trop allarmer quelques consciences timorées, qui ne sont pas encore à la hauteur de ce grand fait social de la pression des forts sur les faibles, on a trouvé qu'il fallait emprunter à l'école sentimentale les phrases les plus anodines, les lieux communs les moins communs. Il fallait donc dire : Nous, par la grâce de..., nous intervenons dans les affaires intérieures du royaume de Naples dans la mesure qu'il nous appartient; notre mission est sacrée, nous propagerons le *progrès* par la menace d'abord et par la force ouverte ensuite; nous proclamerons la paix, l'amitié, l'indépendance, mais nous entendons par ces mots si doux à prononcer, tout le contraire de ce qu'ils expriment; car nous nous réservons le droit de les interpréter selon notre bon plaisir et nos convenances, etc.

Ainsi, tenez-vous pour dit, que c'est à coups de canon que nous entendons vous faire progresser; c'est en intronisant l'anarchie que nous entendons vous convier aux agapes fraternelles; c'est en vertu de notre puissance, de notre suprématie sur tous les États, de notre entente cordiale que nous voulons qu'il n'existe plus de droit public en Europe, et que, dans le royaume des Deux-Siciles en particulier, il n'y ait plus ni droits ni lois... que le roi soit un pantin, une espèce d'Augustule, de roi des Indes *britannisé*.

Or, en attendant que l'époque actuelle puisse se glorifier d'un pareil progrès, qu'on applique, à tour de rôle, aux autres États la *question napolitaine*, que le programme

ait force de loi, que fait la vieille Europe?... que font l'Autriche, la Prusse, la Russie, l'Allemagne? Est-ce les bras croisés qu'elles doivent attendre qu'on leur mette séparément la camisole de force pour les empêcher d'agir? Ignorant-elles que c'est un défi jeté à leur face? Ne voient-elles pas que c'est une nouvelle inauguration de l'ancienne ère impériale? que c'est la même politique, sauf l'éclat des mêmes victoires? En consacrant par leur silence et par leur défaut d'action la politique d'intervention, ces puissances s'imaginent-elles que les libertés d'Europe ont encore quelque sécurité?

Cet antécédant, une fois établi, sera invoqué toutes les fois qu'on voudra se mêler des affaires des autres dans un but aussi *désintéressé* que l'est celui qui a donné l'idée de la *question napolitaine*. L'intervention une fois passée à l'état de fait accompli, la carte de l'Europe sera mise en pièces, et la Belgique et la Savoie seront sacrifiées pour arrondir de grands États; la Pologne et la Hongrie serviront également d'enjeux! L'affaire de Naples, en un mot, est un coup d'essai de la nouvelle politique, et la France et l'Angleterre n'en resteront pas-là si on les laisse agir librement.

Si, par hasard, on voulait prêter aux deux puissances coalisées l'idée de donner par leur levée de boucliers contre le royaume de Naples des gages au parti radical, pour que ce parti, dans l'ivresse de sa gratitude et l'épanchement de sa reconnaissance, regardât le drapeau de la France impériale et de l'Angleterre constitutionnelle comme le sien propre ou comme le labarum de la civilisation nouvelle telle qu'ils l'entendent, les socialistes, les radicaux et les communistes, on aurait une fois de plus raison de prendre en pitié l'aveuglement fatal des cabinets et de reconnaître que, calculant en prenant pour base les intérêts égoïstes,

ils ne voient pas ce qui appartient à un ordre supérieur, aux lois immuables de la justice éternelle, une et égale pour tous. La France et l'Angleterre, prenant pour guide de leur conduite de basses vengeances à assouvir, de cupides passions à satisfaire, se sont jetées hors de leurs voies et elles ont posé le pied sur les premiers degrés de l'échelle descendante qu'elles auront désormais à parcourir.

Chapitre III.

On pourrait supposer que les mesures de la politique anglo-française étant en dehors de ce qui peut avoir le faux semblant d'une légalité quelconque, n'ont pas la portée qu'on leur attribue. Dans le domaine de l'arbitraire, de l'imprévu, du caprice, d'un calcul de probabilités, où il n'y a pas de règles à poser, on doit s'attendre à tout; ainsi on rompt aujourd'hui les relations diplomatiques, l'on envoie le lendemain l'escadre devant Naples pour la bombarder et déclarer ensuite le roi Ferdinand déchu, pour mettre à sa place un fils, un frère, un cousin de tel ou tel grand potentat, on bien un lord-commissaire ou proconsul. Rien n'est improvable dès qu'on est entré dans cette voie, qu'on nargue la justice et qu'on se gausse de la lettre et de l'esprit des traités, du droit des gens, de tout ce que les hommes ont enfin appris à respecter. Tout est possible du moment où l'on a pour soi la force et qu'on s'appuie sur l'accord de deux puissances agissantes, sans aucune crainte du côté de la politique ambiguë et tâtonnante, de puissances qui paraissent exclusivement appelées à faire chorus dans ce qu'on est convenu d'appeler le concert européen.

On dit dans les journaux qui passent pour n'avoir d'autre

inspiration que la subvention, que de l'envoi des escadres dépend le calme et l'attitude du pays ; mais on s'est bien gardé d'ajouter que ce calme et cette attitude sont subordonnés uniquement aux dithyrambes révolutionnaires entonnés par les feuilles publiques, aux promesses d'agents patentés, et, mieux que cela, à l'envoi d'émissaires de la propagande armée qu'on jette sur nos côtes.

Comme on doit s'attendre d'un instant à l'autre à une démonstration de ce genre, on va avoir le spectacle touchant d'un grand pays assumant sur lui à la fois la responsabilité de la provocation et de la répression ; d'un grand ministre lançant d'une main les flibustiers humanitaires pour provoquer le désordre et qui réprime de l'autre les excès qui sont son ouvrage, et qui vont lui servir de prétexte d'intervention.

Malgré ce que cette conduite peu avouable peut avoir d'ingénieux, nous nous refusons cependant à croire qu'on se décide à pousser les choses à cette extrémité.

Il est d'ailleurs de l'intérêt de la France que le royaume de Naples ne devienne pas un foyer de troubles et de communisme. On sait que les Français ne veulent pas qu'on prenne l'initiative en rien, surtout en révolution, question dont ils se sont pour ainsi dire réservé le monopole.

L'empereur Napoléon aimant médiocrement ce qui, de près ou de loin, peut ressembler à de l'agitation, n'ayant pas la foi robuste de l'Angleterre, qui se croit invulnérable, voudra sans doute se réserver, si l'on intervient, la police du pays ; ce qui contrarierait fort les vues désintéressées de John Bull, l'Angleterre n'ayant qu'un but..., coloniser Naples et le portugaliser, si l'on peut ainsi dire, afin d'en faire un entrepôt, une factorerie, un comptoir anglais.

Un bon traité de commerce, comme elle sait en faire, négocié sur des bases tellement larges que toutes les ri-

chesses du pays puissent y passer, suffiraient pour le moment, il est vrai, aux exigences du cabinet de Saint-James. Mais le roi Ferdinand n'est pas facile à manier ; il n'aime pas à être le premier commis de la société en commandite qu'on voudrait fonder sur les débris de son royaume.

Lord Palmerston a essayé de tout pour assouplir une force de volonté dont le ressort est de trempe à éclater plutôt qu'à se fausser. Le premier ministre anglais n'a pas eu honte d'employer en plein parlement, au sujet du roi Ferdinand, des expressions à faire douter qu'il soit le premier ministre d'un grand pays.

Les sentiments de haute convenance, dont les Anglais sont si fiers, ont été si peu ménagés dans le langage ministériel que les ombres des Pitt, des Wilberforce, des Burke ont dû tressaillir, et se cacher dans les plis de leurs linceuls. Mais l'insulte et l'injure font essentiellement partie du système d'intimidation adopté à l'égard du roi Ferdinand.

En attendant la résolution définitive des puissances, on fait circuler tout espèce de bruits plus absurdes les uns que les autres. On parle, par exemple, de l'abdication du roi Ferdinand en faveur de son héritier présomptif ; un jeune prince, sans expérience, débutant dans la carrière sous les auspices de l'Angleterre, serait le modèle du genre.

Pour nous arracher des concessions ruineuses, sous forme de traité de commerce, nos excellents amis ont cru qu'il fallait nous prodiguer les émotions et donner l'éveil par une alerte, une surprise, une alarme..., des batteries masquées qui tirent à poudre, des diplomates à fausses sorties, etc. Mais ils ont échoué, et ils n'ont pas pu arracher la signature du roi.

Les journaux plus ou moins subventionnés, officiels aux deux tiers ou aux trois quarts, se donnent toutes les peines

du monde pour atténuer la fâcheuse impression produite sur toutes les classes de la société, sur les partis, quelle que soit leur couleur, par la conduite de la France et de l'Angleterre ; mais les bureaux d'esprit à tant la ligne ont beau s'évertuer, ils ne parviendront jamais à donner le change sur la demande formelle de s'immiscer dans les affaires intimes d'un pays libre et indépendant. Ajoutez que les deux puissances occidentales n'avaient aucun motif de concevoir la moindre crainte ni pour elles-mêmes ni pour les autres ; que leur conservation, le salut de l'État ne couraient aucun risque ; qu'il n'existait point le moindre indice d'une conflagration générale ou partielle ; que la maison du voisin n'était nullement en feu ; que le *proximus ardet Ucalegon* était tout uniquement un hémistiche de Virgile. Aucun pays, *nemine excepto*, n'a donné depuis 1849, jusqu'à l'époque du congrès de Paris, à l'égale de Naples, des gages plus rassurants d'ordre et de sécurité. Si des rapports intéressés insinuent ou affirment le contraire, il suffit de consulter les faits pour les démentir. Qu'on en appelle au témoignage des légations qui ne sont pas intéressées dans le débat et qui, dans leurs correspondances officielles sont toutes d'accord à cet égard. Quant au monde commercial et industriel qui ne fait des affaires que pour son propre compte, et qui apporte ses capitaux comme pièces à l'appui de la vérité, on n'a qu'à jeter un regard sur le mouvement de toutes les valeurs à la bourse de Naples pour être pleinement convaincu que la confiance qu'inspire la disposition des esprits et la tranquillité du pays, sont telles que tous les stimulants qui lui ont été administrés par la politique étrangère sont restés sans effet. Mais il est inutile de nous appesantir sur ces particularités ; car les deux gouvernements en savent là-dessus bien plus long que nous.

La France et l'Angleterre ont-elles reçu une délégation spéciale de la part des puissances européennes pour intervenir dans les affaires intérieures du royaume de Naples? Et en cas de résistance sont-elles autorisées à exercer une pression directe ?...

Admettons qu'une intervention soit motivée par des raisons de salut public, nous demandons s'il y a dans l'espèce une raison qui puisse provoquer une pareille mesure pour Naples? Sur quel traité, sur quel principe, sur quelle base la France et l'Angleterre se fondent-elles pour s'arroger le droit de haute justice sur un État souverain?

Obéir à des vues et des intérêts personnels d'un côté, avoir des semblants de condescendance et de dignité de l'autre, cela constitue-t-il un droit? Que s'est-il passé dans le royaume de Naples qui ait mérité de la part de ses augustes alliés l'application brutale d'une mesure qui, dans un temps normal, en eût provoquée une semblable à leur égard de tous les États civilisés? Rompre tout rapport avec un prince qui n'a d'autre tort que celui de vouloir rester le maître chez lui, c'est vouloir ne lui attribuer qu'une dose d'indépendance conditionnelle ! Et en engageant le roi à rappeler les brouillons qu'il a éloignés du foyer de l'incendie, les deux puissances semblent n'avoir en vue que de rallumer des cendres mal éteintes et de renouveler, à leur profit, les hideuses saturnales de 1848.

Le rôle de pacificateur, tel que le pratique l'empereur des Français à l'égard de Naples, nous paraît être au-dessous de la haute position qu'il a conquis et de la dignité de la France. En effet, employer des procédés de procureur, s'effacer, se servir de toute espèce de détours vis-à-vis de l'Angleterre pour tâcher en quelque sorte d'escamoter ce qu'il a le droit d'exiger, c'est tout au moins faire douter de sa force, de sa puissance et de ses réels moyens d'action. On dit

maintenant que l'affaire de Naples est engagée sur un terrain extrêmement glissant ; que la légalité, qui est la branche d'olivier de la paix, peut échapper des mains de la diplomatie, et qu'à tout prendre, la question, réduite à sa plus simple expression, n'est plus qu'une question d'amour-propre. S'il en était ainsi, il ne resterait plus qu'à trouver un biais, un *mezzo termine* propre à contenter tout le monde, sans froisser personne.

Les deux grandes puissances oublieraient donc une démarche inconsiderée, et revenant à des idées plus saines, pourraient saisir la première occasion venue pour renouer des rapports dont la rupture a fait planer sur la droiture de leurs intentions un doute qui a donné l'éveil à l'Europe entière et qui l'a mise en garde contre toute espèce d'exigences plus ou moins diplomatiques. Il serait beau de la part de deux grandes puissances d'avouer qu'elles se sont trompées.

La Revue des Deux-Mondes, journal qui fait mine d'être libéral et d'avoir son franc parler, tout en étant le très-humble serviteur du pouvoir, résume, dans son numéro du 1^{er} novembre 1856, en quelques mots, les prétentions anglo-françaises : « Que réclame-t-on, dit-elle, du roi Ferdinand ? D'user de clémence, d'adoucir les rigueurs qui « semblent plus propres à irriter qu'à désarmer les passions révolutionnaires ; de réformer la législation criminelle. »

L'Angleterre ajoute une troisième proposition : la réforme de la législation commerciale. L'excellent journal, tout en faisant le bon apôtre, a l'air de s'étonner de ce que ces suggestions blessent le roi, plutôt que de l'éclairer ; il s'étonne aussi que S. M. napolitaine trouve pour le moins extraordinaire qu'on ait l'air de lui demander, sous forme de conseils, telles et telles concessions, tandis qu'en réalité

la diplomatie lui trace un cercle de Popilius qui se retrécit de plus en plus, de manière à n'être qu'une sorte d'em-bûche. Qu'ordonne-t-on au roi? D'ouvrir les prisons aux chefs de la révolution et de lâcher au milieu de la société reconstituée au prix de tant de sang, de larmes et de misères, des hommes qui se sont mis par leurs actes en lutte ouverte avec tout principe d'ordre, de morale et de justice. Ce point regarde la proposition ou le conseil n° 1, le côté passionnel de la question : l'appel à la clémence, aux sentiments généreux de S. M.

Passons maintenant à ce qu'il y a de plus élevé dans les hautes sphères gouvernementales, à ce qui frappe au cœur le principe même de souveraineté, le pouvoir législatif.

Les puissances, tout en protestant de ne vouloir en aucune manière porter atteinte à la prérogative royale, demandent la réforme du code qui nous régit. L'Angleterre ne s'arrête pas en si beau chemin ; pour elle la clémence, le code criminel plus ou moins élargi n'ont qu'une importance secondaire ; car elle ne fait du sentiment et du libéralisme que sous bénéfice d'inventaire. Ce qu'elle convoite particulièrement, c'est une réforme commerciale, à son profit bien entendu. Mettre à l'écart toute concurrence et s'approprier toutes les forces productives du pays, tel est le but de ses vœux et de ses aspirations. Une Nation ne peut captiver ses bonnes grâces qu'en lui offrant en échange et comme tribut, la stérilisation de son commerce et de son industrie.

L'Angleterre, tout en proclamant l'abolition de l'esclavage, voudrait que toute la terre fût sous sa domination et que tout le monde travaillât pour elle, et que les travailleurs, semblables aux esclaves que les Pharaons employaient à la construction des pyramides, ne vécussent que de larmes et de pelures d'oignon, pour élever l'édifice de sa grandeur et de sa puissance.

La *Revue des Deux-Mondes* trouve simple qu'on avance de telles propositions et elle a peine à s'expliquer qu'on ose les repousser. Ce bon journal dit, en effet : « Maintenant « que la France et l'Angleterre ont éloigné leurs représentants, le roi, libre de toute pression, devrait se hâter « de faire les concessions demandées. » Mais la rupture des relations diplomatiques, n'est-ce pas la menace la plus grave, ne traduit-elle pas en fait la pression qu'on avait dissimulée jusque-là ? Les escadres réunies n'attendent plus que le premier signal pour se présenter devant Naples : est-ce une menace, oui ou non ? Que le journal parisien réponde et qu'il dise si le roi Ferdinand n'est pas contraint par la pression étrangère ?

Nous venions à peine de tracer ces dernières lignes, lorsque l'échaffourée sicilienne et le coup de bayonnette napolitain sont venus imprimer un stigmate de sang à nos prévisions, et leur donner une sanction sacrilège. Bontivegna et Milano, grâciés tous les deux, ont prouvé l'efficacité des mesures réclamées impérieusement par les puissances, sous prétexte de guérir les maux de la société en souffrance, et nous donner un *fac simile* de l'âge d'or qu'on nous promet. Bontivegna, quoique suffisamment partagé sous le rapport de l'amnistie, n'était pas radicalement guéri, malgré les assurances des cabinets et les certificats de bonne conduite, délivrés par des agents officiels étrangers. Milano échappé des bandes de Rebotti et se glissant sous un faux nom dans les rangs de l'armée, en se prévalant de l'amnistie, pour en venir à ses fins, méditait depuis sept années de régicides projets. Il attendait le

moment de déchirer à coups de bayonnettes les belles promesses que, depuis huit mois, les deux puissances nous jettent à la tête, en y ajoutant la fameuse formule aragonaise : *Si non, non !*

Au moyen-âge, on retranchait du nombre des fidèles les princes qui, abusant de la force brutale, méconnaissaient les lois humaines et les lois divines ; on exclut maintenant du giron de la politique anglo-française, les princes qui, fidèles à leur foi, à leur conscience, à leur honneur, veulent garantir de toute atteinte le dépôt sacré qui leur a été confié.

Le dogme qu'on prêche aujourd'hui a ouvert des sources nouvelles, et bien autrement fécondes, au droit public européen. L'orgueil humain que l'Écriture nous peint sous les traits hideux de Satan, est la passion dominante des sectaires qui veulent créer une société à leur image. Vous pouvez jeter au fond de l'abîme le génie du mal, mais vous ne briserez jamais son orgueil. Les exilés, qu'on protège, ces apôtres, ces réformateurs de la famille de l'État, sont affiliés aux sociétés secrètes, dont le lien fraternel se noue et se dénoue à la pointe du poignard. Dès que l'initié a prêté le serment sacrilège exigé par le règlement, il ne s'appartient plus ; il devient l'instrument du tribunal de sang dont il doit exécuter les arrêts ; il devient enfin le bras d'une vengeance ténébreuse. Or, supposer que l'amnistie, en masse ou en détail puisse fléchir ces natures criminelles, est une grave erreur. Aussi l'Angleterre n'a garde de faire son profit des conseils qu'elle donne d'une manière si libérale. Ces excellents conseils ne sont qu'à l'adresse des amis, des alliés, et des pays qu'elle veut assouplir, fusionner, amal-

gamer. Quant à elle, elle envoie ses convicts on ne sait où; elle distribue les *strips* à ses soldats, à ses marins, à ses prisonniers pour peu qu'ils s'avisent de trouver que tout n'est pas pour le mieux dans le régime britannique; elle use largement de la pendaison et de la déportation à l'égard des libres penseurs, pour peu qu'ils s'avisent de sortir du domaine de l'idéal. — *Justitia regnorum fundamentum*. Cette maxime, gravée en lettres de bronze sur le fronton d'un arc de triomphe d'une grande capitale, proclame une vérité que les temps où nous vivons, et la période de cours d'assises que nous traversons, rend palpitante d'actualité. Soyez juste, et ne faites pas de la politique de sentiment. La race de Japhet n'obéit qu'à deux mobiles, ne suit que deux impulsions, les peines d'un côté et les récompenses de l'autre. Punissez les coupables et récompensez les bons. Il n'y a pas de milieu. Soyez inflexible comme le Destin, le *Fatum* des anciens. Divinité inexorable que rien ne fait dévier du but qu'elle doit atteindre, que rien ne peut ébranler, que rien ne fait changer, car la nature humaine, dont elle est l'expression et le symbole, ne saurait se plier aux exigences de la politique du jour, qui prescrit des ovations, au dix-neuvième siècle, pour des faits que l'on punissait en d'autre temps par les peines les plus sévères.

REGIS. 8110

8042

8042